Note d'information

WaterAid

L'eau : à quel prix ?

L'état de l'eau dans le monde 2016

Introduction

Presque tous les jours, l'eau fait les gros titres quelque part dans le monde. Sécheresses, inondations et pollution sont en manchette à mesure que l'eau devient la ressource essentielle la plus précieuse et la plus âprement contestée.

Aujourd'hui, toutefois, ce qui fait la une, c'est que plus de 650 millions[1] des plus pauvres du monde vivent sans accès à une source « améliorée » d'eau de boisson (voir l'encadré). Le prix à payer par ces communautés – en revenu gaspillé, en problèmes de santé et en productivité perdue – est extrêmement élevé et cela exerce un impact dévastateur à tous les niveaux, depuis la famille jusqu'à l'échelle nationale.

Il est souvent présumé que les plus pauvres du monde n'ont pas d'approvisionnements en eau formels parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer leurs factures d'eau. En réalité, comme il ressort des témoignages de ce rapport, les plus pauvres paient déjà, et souvent bien plus que leurs concitoyens qui ont assez de chance ou d'argent pour avoir un point d'eau « officiel ».

Dans 16 pays, plus de 40 % de la population n'a même pas accès ne serait-ce qu'à une installation d'eau de base, telle qu'un puits protégé[2]. Les personnes issues de communautés démunies et marginalisées n'ont pas d'autre choix que de puiser de l'eau sale dans des mares et des cours d'eau ou de consacrer une large part de leur revenu à l'achat d'eau auprès de marchands.

Cette eau constitue toujours un risque sanitaire ; dans bien des cas, elle peut se révéler mortelle. À l'échelle mondiale, les maladies diarrhéiques causées par l'eau insalubre et un mauvais assainissement constituent le deuxième tueur d'enfants au monde, derrière la pneumonie, et fauchent 315.000 jeunes vies chaque année[3].

De surcroît, les ressources en eau deviennent de plus en plus fragiles au fil de l'essor démographique, des changements d'affectation des sols et de la poursuite de la déforestation. Ces menaces seront exacerbées par les effets du changement climatique et auront un impact disproportionné sur les personnes pauvres qui sont sans approvisionnement en eau sûr et fiable.

Il nous est interdit d'ignorer cette réalité. L'accès à une eau abordable est un droit humain : « Le fait de payer pour des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ne doit pas limiter la capacité d'accès de l'individu à d'autres biens et services de base[4]. » La réalisation des objectifs de développement durable de portée mondiale[5] sera impossible dans un monde où une personne sur dix est coincée dans un cycle de pauvreté et de maladie parce qu'elle n'a pas son propre accès à une eau salubre et abordable.

Dans *L'eau : à quel prix ?* nous brossons un instantané de l'accès à l'eau à travers le globe en 2016, en nous servant de témoignages issus de certains des pays les plus touchés au monde pour illustrer les problèmes auxquels ils sont confrontés.

Nous vivons une époque de progrès sans précédent en termes de propagation de l'accès à l'eau salubre – 2,6 milliards de gens en ont bénéficié depuis 1990[6] – mais beaucoup trop sont encore laissés de côté.

Alors que le monde commence à œuvrer à la réalisation des Objectifs de développement durable de portée mondiale, nous dénonçons le besoin et nous offrons des solutions pour donner un accès à l'eau salubre partout et pour tous.

Image de couverture : Doris Talban vit dans un bidonville à Port Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Son quartier ne dispose que d'une canalisation pour desservir 100 familles. Doris doit faire la queue longtemps, tout particulièrement lorsque la pression d'eau est faible. Il arrive souvent qu'il n'y ait plus assez d'eau pour couvrir les besoins des dernières personnes de la file.

Photo : WaterAid/Tom Greenwood

Sources d'eau « améliorées[7] »

- Bornes-fontaines publiques
- Puits protégés
- Eau de pluie
- Canalisation d'eau arrivant au domicile

Sources d'eau « non améliorées »

- Rivières
- Mares
- Puits non protégés
- Camions-citernes
- Eau en bouteille

Kajal Gautam, 16 ans, revient de la corvée d'eau à Nihura Basti, Kanpur, en Inde.

Photo : WaterAid/Poulomi Basu

1. L'eau : à quel prix ?

Le manque d'accès à une source d'eau améliorée, abordable et commode est l'un des plus gros obstacles à surmonter pour pouvoir échapper à une vie de maladie et de pauvreté.

Le coût de l'eau

Pour une personne pauvre du monde en développement qui n'a pas accès à l'eau salubre à la maison, l'achat de la quantité d'eau recommandée de 50 litres par jour[8] peut être une ponction énorme sur son maigre salaire. Beaucoup de gens n'ont pas le choix, si ce n'est de faire des compromis et de mettre en péril leur santé et leur dignité en faisant avec une quantité bien moindre ou en puisant de l'eau à des sources non salubres.

50 litres par jour

L'Organisation mondiale de la Santé stipule 50 litres d'eau par jour et par personne comme étant la quantité « intermédiaire » recommandée requise pour couvrir les besoins de santé, d'hygiène et pour tous les usages domestiques[8].

À Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée	À Antananarivo, Madagascar	À Accra, Ghana	À Maputo, Mozambique	Au Royaume-Uni
50 l	50 l	50 l	50 l	50 l
£1,84	£0,50	£0,45	£0,09	£0,07
auprès d'un service de livraison d'eau[9]	auprès d'un camion-citerne[11]	auprès d'un camion-citerne[13]	auprès d'un marchand ambulant[15]	d'un réseau officiel d'eau courante[17]
54 % d'un bas salaire journalier type (£3,60 par jour pour un vendeur de snacks sur le marché)[10]	45 % d'un bas salaire journalier type (£1,10 pour un ouvrier)[12]	25 % d'un bas salaire journalier type (£1,80 pour un épicier ambulant)[14]	13 % d'un bas salaire journalier type (£0,71 pour un épicier ambulant)[16]	0,1 % d'un bas salaire journalier type (£47 pour une personne au salaire minimum)[18]

Quatre impacts de l'eau non salubre sur la santé et le travail

Les maladies diarrhéiques causées par l'eau insalubre et un mauvais assainissement sont le deuxième tueur d'enfants au monde – fauchant **315.000 vies d'enfant** chaque année[19].

Marcher, faire la queue et transporter des jerrycans d'eau, une corvée qui fait perdre du temps : en Afrique subsaharienne, au total, les femmes passent au moins **16 millions d'heures** chaque jour à aller chercher de l'eau de boisson[21].

50 % de la malnutrition infantile est associée à une eau insalubre, à un assainissement insuffisant et une mauvaise hygiène, ce qui fait peser un énorme fardeau sur des systèmes de santé déjà fragiles[20].

La productivité des entreprises est mise à rude épreuve par **l'absentéisme, de fréquents mouvements de personnel** et **un moral en berne,** autant de phénomènes liés au manque d'accès à une eau propre et salubre sur le lieu de travail[22].

Trois raisons clés qui font que les populations doivent se battre pour un accès à l'eau

1. Pas assez d'argent ou de priorité politique

Le plus gros obstacle à l'amélioration de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène a trop longtemps été le financement insuffisant chronique de ces services essentiels et le manque de volonté politique visant à prioriser l'eau salubre et des toilettes pour tous. Dans beaucoup de pays en développement, les dépenses consacrées aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont minimales par rapport à la santé et l'éducation et la part des flux d'aide qui va à l'eau et l'assainissement reste aussi désespérément basse, puisqu'au cours des dix dernières années, elle a tout juste un peu augmenté pour représenter 4,4 % de toute l'aide étrangère[23].

2. Incapacité des pouvoirs publics à s'acquitter de leur mission

Dans beaucoup de pays pauvres, bien que les infrastructures hydrauliques soient en place, les institutions et les régimes de gestion efficaces font défaut, ce qui fait qu'il est difficile de trouver des ingénieurs, des gestionnaires et autre personnel qualifié qui puissent maintenir des services en état de marche. Dans les États fragiles, les problèmes sont encore plus aigus, avec des infrastructures et des systèmes d'eau en ruines et à reconstruire de zéro.

3. Des inégalités profondes

Ceux qui vivent dans des zones rurales et reculées ont beaucoup moins de chances d'avoir une source d'eau fiable. Toutefois, même dans les villes, les plus pauvres sont souvent socialement exclus et rarement consultés ou impliqués dans les décisions touchant aux services d'eau. Son état de santé, son âge, un handicap éventuel, son sexe, son ethnie ou sa caste peuvent encore marginaliser davantage une personne. Les bidonvilles et les établissements informels ne sont souvent pas desservis du tout et, là où les résidents sont souvent confrontés à des tentatives d'expulsion, même des branchements d'eau informels sont difficiles à conserver.

Photo : WaterAid/GMB Akash/Panos

Changement climatique

Le changement climatique se fait principalement sentir à travers des inondations, la sécheresse, des moussons imprévisibles et une eau contaminée. Les sources d'eau non améliorées sont particulièrement vulnérables à ces facteurs. Des puits ouverts peu profonds dans les zones inondables peuvent facilement devenir contaminés. Des puits peu profonds ont aussi des chances d'être taris durant les saisons sèches prolongées. Les vendeurs au noir n'hésitent pas à majorer les prix lorsque les approvisionnements se raréfient et que la demande est élevée. De ce fait, les plus pauvres du monde se retrouvent souvent avec des moyens peu fiables, peu commodes, onéreux et parfois même mortels pour se procurer de l'eau[24].

« J'arrive bientôt au terme de ma grossesse, mais je dois tout de même aller chercher de l'eau loin de mon village pour les besoins de ma famille. » Zosy, 35 ans, région d'Analamanga, Madagascar.

Photo : WaterAid/Ernest Randriarimalala

2. Les 10 pays les plus mal lotis pour l'accès à l'eau des ménages

Tableau 1 :

Les 10 pays ayant le pourcentage le plus élevé de personnes vivant sans accès à de l'eau salubre[25]

Rang	Pays	%
1	Papouasie-Nouvelle-Guinée	60
2	Guinée équatoriale	52
3	Angola	51
4	Tchad	49
5	Mozambique	49
6	Madagascar	48
7	Rép. démocratique du Congo	47
8	Afghanistan	45
9	Tanzanie	44
10	Éthiopie	43

Tableau 2 :

Les 10 pays ayant le nombre le plus élevé de personnes vivant sans accès à de l'eau salubre[26]

Rang	Pays	Nombre
1	Inde	75.777.997
2	Chine	63.166.533
3	Nigéria	57.757.141
4	Éthiopie	42.251.031
5	Rép. démocratique du Congo	33.906.771
6	Indonésie	32.286.276
7	Tanzanie	23.239.992
8	Bangladesh	21.088.119
9	Kenya	17.205.557
10	Pakistan	16.096.404

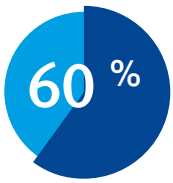
Non seulement le manque d'accès à l'eau salubre rend les gens malades et non productifs, il peut aussi avaler le maigre revenu qu'ils gagnent. Certains des plus pauvres du monde sont obligés de dépenser jusqu'à la moitié de leurs salaires journaliers pour acheter de l'eau auprès de sources informelles ou illégales, soit beaucoup plus que la maison voisine est appelée à payer si elle est branchée à une alimentation municipale officielle.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le pire pays au monde lorsque l'on considère le pourcentage de la population sans eau potable.

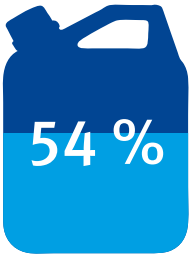
4,5M
Personnes sans eau potable[27]

Pourcentage de la population sans eau potable



800
Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[28]

£1,84
Coût de 50 litres d'eau achetés à un service de livraison d'eau[29]



Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[30]

Il peut arriver qu'Elizabeth, ici entourée de sa famille à Gereka, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, consacre plus de la moitié de son revenu journalier à l'achat d'eau pour couvrir tous leurs besoins. Photo : WaterAid/Tom Greenwood

Le manque d'eau salubre domine la vie quotidienne dans ce pays cruellement pauvre. Dans les zones rurales montagneuses au couvert forestier dense, plus de 60 % de la population n'a pas accès à un approvisionnement en eau salubre[31].

À Port Moresby, la capitale, plus de la moitié de la population vit dans des quartiers informels sur des pentes escarpées et des zones en butte aux inondations. Parce que nombre de ces zones se trouvent en dehors du périmètre desservi par la compagnie des eaux et à l'écart du réseau d'approvisionnement existant ou des canalisations d'eaux usées, les résidents peuvent s'attendre à devoir patienter bien des années encore avant que des branchements officiels ne soient construits. La hausse du niveau des mers et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents vont rendre les approvisionnements en eau, et les conditions de vie en général, de plus en plus précaires[32].

Elizabeth Ila (notre photo), 53 ans, vit dans le quartier de Gereka dans la banlieue de Port Moresby. Lorsque la semaine est bonne, le stand de snacks qu'elle tient au marché lui rapporte 100 kina (£25) – environ 14 kina (£3,60) par jour. Son mari gagne à peu près la même chose comme manœuvre sur les chantiers, mais il ne trouve pas toujours du travail.

« Parfois, nous avons du mal à nous procurer de l'eau mais nous avons la chance d'avoir un puits, » explique-t-elle. Comme le puits n'est pas protégé, Elizabeth et sa famille utilisent uniquement l'eau pour se laver et faire la lessive. Pour l'eau de boisson et pour faire la cuisine, ils dépendent d'un service de livraison d'eau du nom de Waterboy qui prend 7,5 kina (£1,84) pour 50 litres – plus de 50 % du revenu journalier d'Elizabeth.

Les jours où le livreur d'eau ne vient pas à Gereka, Elizabeth prend des récipients qu'elle va remplir dans un autre quartier de la ville. Parfois, elle doit faire des allers-retours plusieurs fois par jour, ce qui peut lui coûter jusqu'à 16 kina (£3,92) en tickets de bus[33].

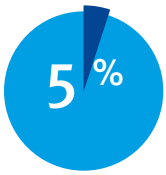
Inde

Le pire pays au monde lorsque l'on considère le nombre de personnes sans eau potable.

75,8M

Personnes sans eau potable[34]

Pourcentage de la population sans eau potable

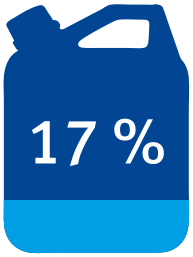


140.000

Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[35]

£0,50

Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau (camion-citerne)[36]

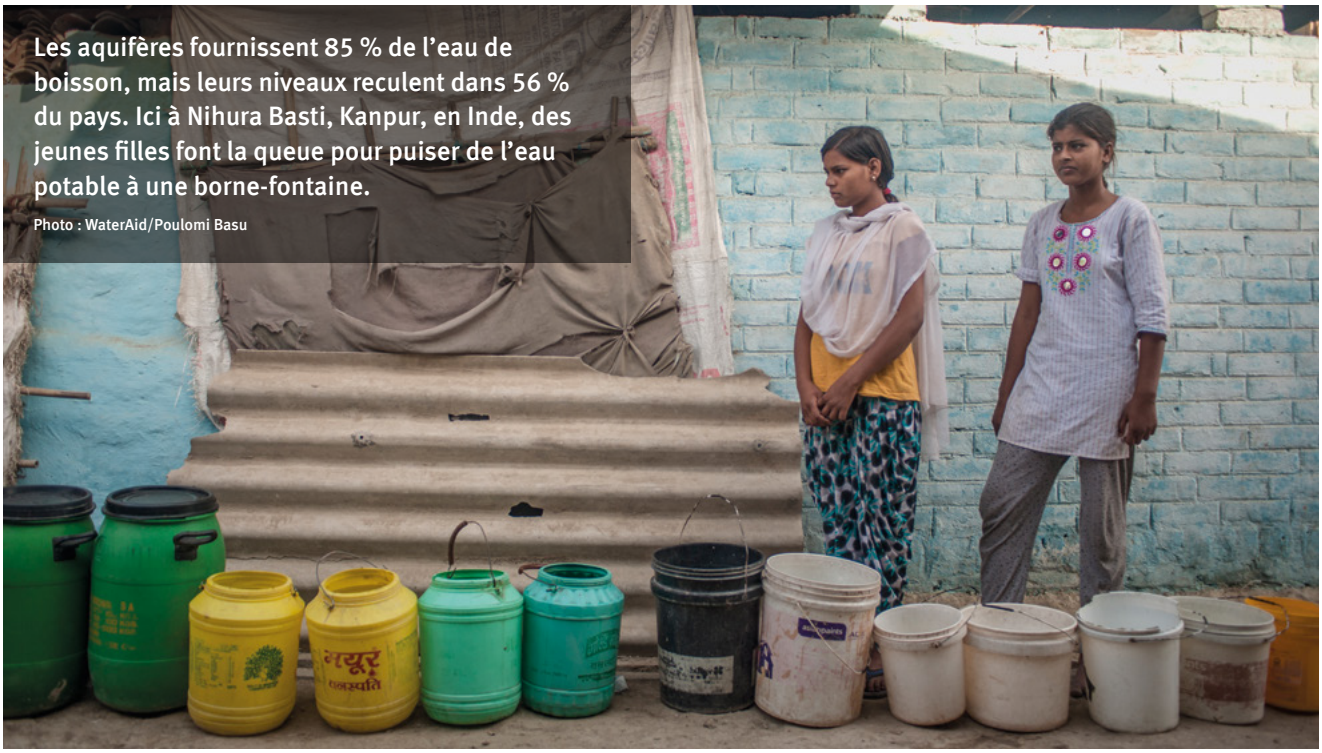


Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[37]

En Inde, près de 76 millions de personnes n'ont pas accès à un approvisionnement en eau potable. La plupart de ces personnes vivent avec environ £3 par jour[37]. Si elles ont la chance de pouvoir acheter de l'eau à un camion-citerne, cela leur revient à 1 roupie (£0,01) le litre, parfois le double si les disponibilités sont rares.

Une mauvaise gestion des ressources en eau est le pire problème qui empêche l'Inde de donner un accès à l'eau à l'ensemble de sa population. Les aquifères fournissent 85 % de l'eau de boisson[38], mais leurs niveaux reculent dans 56 % du pays[39]. Dans bien des endroits, les pompes à main exacerbent la crise en amenuisant les aquifères peu profonds. Le détournement des fonds dans le cadre de la planification et de l'exécution des projets hydrauliques est un autre facteur clé. Les projets utilisent souvent des sources inappropriées ou les canalisations n'arrivent pas jusqu'aux habitations.

De ce fait, des millions de personnes reçoivent de l'eau en quantité insuffisante ou de mauvaise qualité. Les communautés se replient sur une source d'eau de boisson unique ou éloignée, ce qui entraîne souvent des conflits et une discrimination accrue contre les principales personnes chargées de la corvée d'eau : les femmes et les filles.



Les aquifères fournissent 85 % de l'eau de boisson, mais leurs niveaux reculent dans 56 % du pays. Ici à Nihura Basti, Kanpur, en Inde, des jeunes filles font la queue pour puiser de l'eau potable à une borne-fontaine.

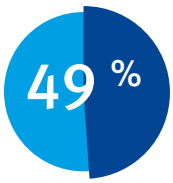
Photo : WaterAid/Poulomi Basu

Mozambique

Cinquième pays au monde lorsque l'on considère le pourcentage de la population sans eau potable.

13,3M
Personnes sans eau potable[40]

Pourcentage de la population sans eau potable



7.000
Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[41]

£0,09
Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau[42]

Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[43]

À Boane, dans la banlieue de Maputo, vivent deux mères : Felizarda et Amelia. Les deux sont issues de communautés pauvres mais il n'y a rien de comparable dans la façon dont elles ont accès à l'eau.

Felizarda partage une borne-fontaine subventionnée par le gouvernement avec 500 ménages, qui paient chacun 0,6 meticais (£0,01) par jour pour un approvisionnement régulier en eau potable.

Elle déclare, « Je vais chercher 12 jerrycans de 20 litres par jour : c'est suffisant pour couvrir les besoins élémentaires quotidiens de ma famille. J'aime ma source d'eau car elle est située près de chez moi et la contribution mensuelle est supportable. »

Pendant ce temps, Amelia et son mari vivent avec environ 100 meticais (£1,42) par jour, y compris le revenu qu'elle gagne en essayant de vendre 50 miches de pain chaque jour. Son seul moyen de se procurer de l'eau est de passer par des vendeurs illégitimes, qui prennent 2,5 meticais (£0,04) par jerrycan de 20 litres.

« J'ai besoin de 14 jerrycans de 20 litres par jour pour faire la cuisine, la lessive et la toilette pour toute la famille et pour nos autres besoins, » explique cette mère de trois enfants. « Nous n'avons pas de source d'eau ici dans le quartier. Nous devons avoir recours aux robinets de certaines personnes qui vendent de l'eau. Chaque jerrycan de 20 litres coûte 2,5 meticais (£0,04). C'est trop cher. Je n'ai pas d'emploi formel ; je vends du pain. La vie est très difficile ici. Aujourd'hui, j'ai déjà versé 35 meticais (£0,51) pour avoir de l'eau[44]. »

Felizarda paie £0,01 par jour pour un approvisionnement en eau illimité à la borne-fontaine publique.

Photo : WaterAid/Hélder Samo Gudo

Amelia paie £0,09 pour seulement 50 litres d'eau à un vendeur d'eau.

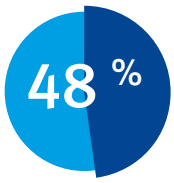
Photo : WaterAid/Hélder Samo Gudo

Madagascar

Sixième pays au monde lorsque l'on considère le pourcentage de la population sans eau potable.

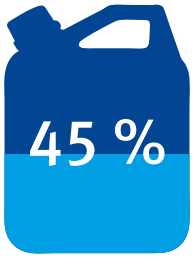
11,7M
Personnes sans eau potable[45]

Pourcentage de la population sans eau potable



3.000
Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[46]

£0,50
Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau (camion-citerne)[47]



Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[48]

50 litres d'eau pourraient coûter à quelqu'un plus de la moitié de son salaire journalier en certains points de Madagascar, donc beaucoup de personnes n'ont pas d'autre choix que de puiser de l'eau dans des rivières comme celle-ci dans la région d'Analamanga.

Photo : WaterAid/Ernest Randriarimalala

Sources d'eau : non améliorées vs. améliorées[49]

Camion-citerne :
50 ariary (£0,01) le litre

Marchand d'eau en bouteille :
1.000 ariary (£0,20) le litre

Marchand d'eau ambulant :
20 ariary (£0,002) le litre

Kiosque :
2,5 ariary (£0,0005) le litre

Une source d'eau subventionnée par le gouvernement, gérée par la communauté, coûterait environ :
500 ariary (£0,11) **par mois par famille (d'environ cinq personnes) pour 10 à 20 litres par jour et par personne.**

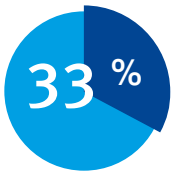
Éthiopie

Le quatrième pays au monde lorsque l'on considère le nombre de personnes sans accès à l'eau et le dixième pour le pourcentage de la population sans eau potable.

42,2M

Personnes sans eau potable[50]

Pourcentage de la population sans eau potable



£0,10

Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau[52]

15.000

Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[51]

Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[53]

Biruktawit vit à Leku Keta, en Oromia, où les bornes-fontaines ne fonctionnent que trois ou quatre fois par mois.

« L'eau arrive et parfois il pourra y en avoir pendant trois jours, d'autres fois, l'eau sera coupée au bout d'une journée. Le plus que vous puissiez stocker, c'est entre 200 et 300 litres d'eau dans un grosse cuve. Mais, avec trois enfants, cela durera moins d'une semaine. Donc, il faut que j'achète de l'eau à des marchands qui vendent l'eau hors de prix. »

Les vendeurs d'eau sont généralement des jeunes qui gagnent leur vie comme ils peuvent en apportant de l'eau jusqu'aux ménages qui n'ont pas d'approvisionnements réguliers. Les marchands achètent l'eau à la compagnie des eaux pour 45 birr seulement (£1,47) pour 1.000 litres mais ils demandent 3 birr (£0,10) pour 50 litres d'eau au point de vente, ou 30 birr (£0,98) pour 50 litres livrés à domicile.

Pour un petit fonctionnaire, comme un concierge ou un agent de sécurité, dont le salaire journalier est de l'ordre de 20 birr (£0,65)[53], l'achat du volume recommandé de 50 litres par jour juste pour eux ponctionnerait 15 % de leur salaire s'ils transportaient leur eau eux-mêmes ou 150 % s'ils se faisaient livrer. Face à de tels coûts, beaucoup de personnes limitent fortement leurs achats ou vont puiser l'eau d'une rivière voisine.

Dans le centre-ville d'Addis-Abeba, un ménage de classe moyenne type paie la compagnie des eaux 15 birr (£0,49) pour un mois d'approvisionnement en eau courante : plus de 100 litres par jour. Par litre, cela fait 20 fois moins que l'achat d'eau auprès d'un vendeur[54].

L'eau courante de la compagnie des eaux coûte 20 fois moins que le prix que Biruktawit est obligée de payer pour acheter de l'eau à un vendeur de l'Oromia, en Éthiopie.

Photo : WaterAid/Behailu Shiferaw

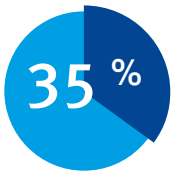
Zambie

Le 21e pays sur 199 lorsque l'on considère le pourcentage de la population sans eau potable[55].

5,4M

Personnes sans eau potable[56]

Pourcentage de la population sans eau potable

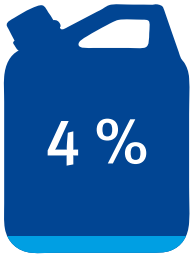


3.000

Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[57]

£0,09

Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau[58]



Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[59]

Jennifer Chikwanda, 36 ans, est femme au foyer et mère de sept enfants ; elle vit dans le district de N'gombe à Lusaka, en Zambie. Elle explique que le coût de l'eau est de plus en plus inabordable.

Comme tous leurs voisins, Jennifer et son mari, un agent de sécurité, n'ont pas d'approvisionnement en eau ou de services d'égout corrects. Ils n'ont pas d'autre choix que d'acheter de l'eau à des marchands dans une banlieue voisine, plus affluente. Les personnes plus riches creusent des forages dans leurs quartiers puis vendent des conteneurs à des gens comme Jennifer qui n'ont pas d'approvisionnement en eau.

« Nous dépensons 6 kwacha (£0,38) pour une cuve de 210 litres et ici, à la maison, nous utilisons au moins deux cuves, donc nous finissons par dépenser 12 kwacha (£0,76) par jour pour couvrir nos besoins en eau, » explique Jennifer.

La somme que Jennifer et Joseph consacrent à l'eau pour répondre aux besoins de leur famille avale au moins 37 % de leur revenu journalier moyen de 33 kwacha (£2,08).

Pour ceux qui vivent en ville et ont la chance de disposer de canalisations d'eau courante, la compagnie des eaux et d'assainissement de Lusaka ne prend que 3,93 kwacha (£0,25) pour 30.000 litres d'eau, ou £0,0004 pour 50 litres[60].

Jennifer Chikwanda, 36 ans, roule jusqu'à chez elle une cuve de 210 litres d'eau qu'elle a achetée à un marchand de Lusaka, en Zambie.

Photo : WaterAid/Chileshe Chanda

3. Les 20 pays ayant fait le plus de progrès en termes d'accès à l'eau

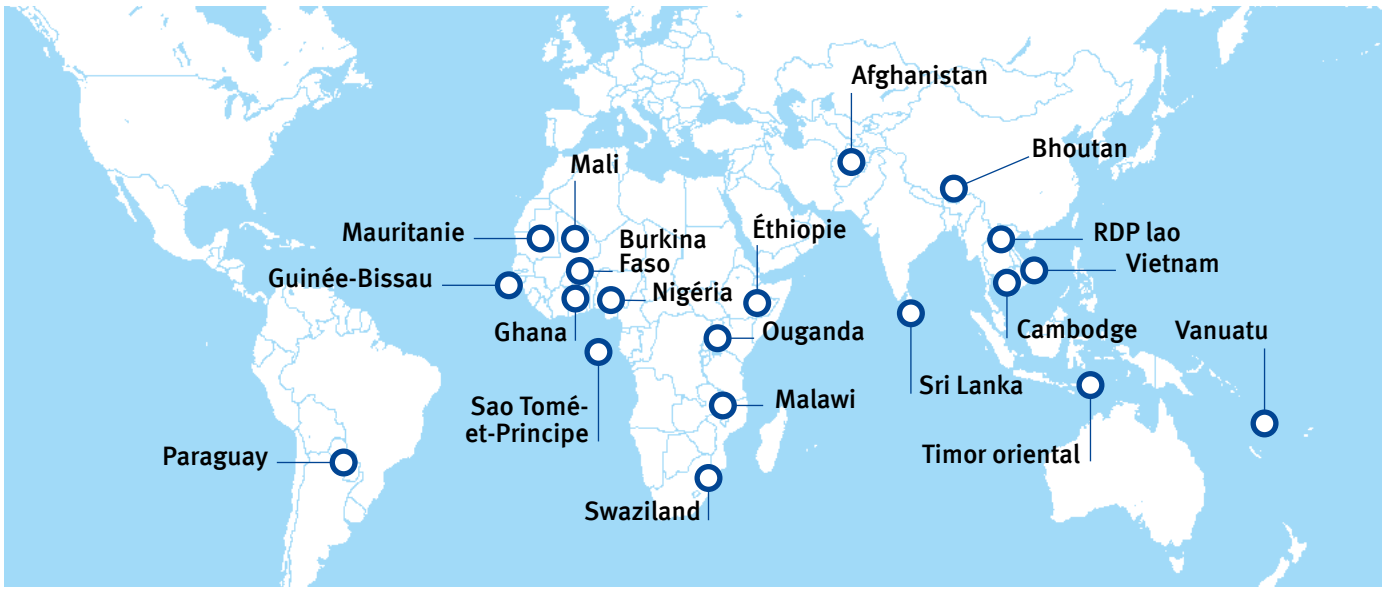
Nous vivons une époque de progrès sans précédent en termes de propagation de l'accès à l'eau salubre aux plus pauvres du monde. La cible de l'Objectif du Millénaire pour le développement qui prévoyait de diminuer de moitié la proportion de la population de la planète n'ayant pas accès à une eau de boisson salubre a été atteinte en 2010, bien avant la date butoir de 2015[61]. Plus de 90 % des gens ont désormais accès à une source améliorée d'eau de boisson.

Pourtant, même dans les pays qui ont accompli les progrès les plus impressionnants pour toucher les gens au cours des 15 dernières années, des dizaines de millions de personnes sont toujours mal loties lorsque l'on considère leur droit de l'homme élémentaire à l'eau potable. Les témoignages recueillis ici montrent que, si l'on peut se réjouir de bien des choses, des inégalités profondes entre les riches et les pauvres de ces nations ont besoin d'être résorbées de toute urgence.

Tableau 3 :

Les 20 pays ayant affiché la plus forte amélioration dans l'augmentation de l'accès à l'eau potable[62]

Rang	Pays	Population en l'an 2000 ayant accès à l'eau potable (%)	Population en l'an 2015 ayant accès à l'eau potable (%)	Augmentation de la population entre 2000-2015 ayant accès à l'eau potable (en points de pourcentage)
1	Cambodge	41,6	75,5	33,9
2	Mali	46,6	77,0	30,4
3	République démocratique populaire lao	45,5	75,7	30,2
4	Éthiopie	28,9	57,3	28,4
5	Malawi	62,5	90,2	27,7
6	Guinée-Bissau	52,1	79,3	27,2
7	Afghanistan	30,3	55,3	25,0
8	Paraguay	73,4	98,0	24,6
9	Ouganda	56,4	79,0	22,6
10	Burkina Faso	59,9	82,3	22,4
11	Swaziland	51,9	74,1	22,2
12	Vietnam	77,4	97,6	20,2
13	Sao Tomé-et-Principe	78,2	97,1	18,9
14	Vanuatu	75,8	94,5	18,7
15	Ghana	70,5	88,7	18,2
16	Timor oriental	54,3	71,9	17,6
17	Nigéria	51,8	68,5	16,7
18	Bhoutan	83,9	100,0	16,1
19	Sri Lanka	79,7	95,6	15,9
20	Mauritanie	42,0	57,9	15,9



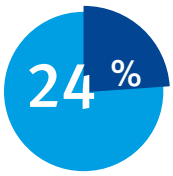
Cambodge

Pays ayant affiché la plus forte amélioration de son accès à l'eau potable depuis 2000.

3,8M

Personnes sans eau potable[63]

Pourcentage de la population sans eau potable



600

Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[64]

£1,75

Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau (eau en bouteille)[65]

Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[66]

Le Cambodge a connu un passé récent tumultueux. Du fait du génocide et de l'ingénierie sociale pratiquée par le régime des Khmers rouges, toute une génération de professionnels a été perdue, créant d'importantes pénuries d'ingénieurs, de techniciens et de professionnels de la santé qualifiés. La première vague de diplômés de l'après-conflit fait son apparition sur le marché et aide à piloter le développement du pays. Les progrès de l'accès à l'eau sont allés de concert avec la réduction de la pauvreté et la croissance économique rapide du pays depuis 1990, tant et si bien que la capitale Phnom Penh jouit désormais d'une couverture d'eau quasiment universelle.

Toutefois, 80 % des Cambodgiens vivent en milieu rural, et beaucoup dans une pauvreté extrême. On estime à quelque 500.000 le nombre de forages au Cambodge[67], mais le pays souffre d'investissements insuffisants pour enseigner aux gens comment prendre soin des technologies hydrauliques. Du fait d'un système national de maintenance précaire, la fonctionnalité est très inégale.

Les patients de cette clinique de Koh Thom, au Cambodge, ne font pas confiance à la qualité de l'eau courante et préfèrent boire de l'eau en bouteille.

Photo : WaterAid/Kim Hak

Burkina Faso

10e pays ayant affiché la plus forte amélioration de son accès à l'eau potable depuis 2000.

3,2M

Personnes sans eau potable[68]

Pourcentage de la population sans eau potable

18 %

4.000

Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[69]

£0,08

Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau[70]

Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[71]

9 %

Marie Kabore vit dans la banlieue de Ouagadougou, au Burkina Faso. Elle consacre environ 20 % de son salaire journalier et plusieurs heures de son temps à l'obtention de suffisamment d'eau pour couvrir les besoins de sa famille auprès de marchands de la localité.

Photo : WaterAid/Basile Ouedraogo

Durant les années 1980, la couverture en eau s'est rapidement propagée comme faisant partie intégrante du développement national du logement dans tout le Burkina Faso. La compagnie des eaux ONEA (Office national de l'eau et l'assainissement) reste dans le domaine public et le gouvernement met en œuvre des formules d'abonnement et de tarification pour les communautés pauvres.

Malgré des difficultés politiques, les améliorations récentes apportées à l'accès à l'eau potable ont été impulsées par le leadership du gouvernement, une solide volonté politique et des partenariats entre les secteurs public et privé. Toutefois, il reste bien du pain sur la planche pour toucher presque un cinquième de la population qui, jusqu'ici, a été laissé de côté.

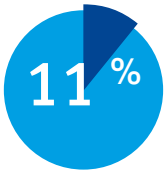
Ghana

15e pays ayant affiché la plus forte amélioration de son accès à l'eau potable depuis 2000.

3M

Personnes sans eau potable[72]

Pourcentage de la population sans eau potable

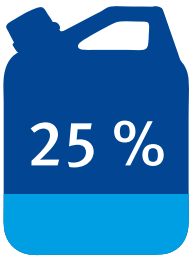


3.000

Décès annuels d'enfants dus à la diarrhée[73]

£0,45

Coût de 50 litres d'eau achetés à un vendeur d'eau[74]



Coût de 50 litres d'eau en pourcentage du salaire type d'un pauvre[75]

Comme l'approvisionnement en eau courante est capricieuse, voire non existante, dans de nombreux quartiers de la capitale Accra, les résidents sont obligés de se procurer de l'eau par d'autres moyens. Pour ceux qui peuvent se le permettre, de grosses quantités sont livrées à leur domicile par des camions-citernes et stockées dans des réservoirs ou des cuves ; ceux ayant des moyens plus modestes doivent en acheter au jour le jour avec un seau.

Doris Oparebia (notre photo) vit dans un taudis proche d'un chantier de construction d'un hôtel à Accra. Elle vit avec 10 cedis par jour (£1,80), qu'elle gagne en préparant des repas qu'elle vend aux ouvriers du chantier. Pour l'eau, elle dépend d'un camion-citerne qui fait des livraisons journalières dans le quartier.

Pour 0,5 cedis (£0,09), elle peut acheter un seau de dix litres auprès du camion-citerne. Acheter suffisamment d'eau afin de subvenir à la consommation type d'une famille pauvre, soit 100 litres par jour, coûterait 50 % de son revenu journalier.

Les propriétaires de classe moyenne qui peuvent se permettre d'avoir un réservoir d'eau domestique dans leur maison paient 0,16 cedis (£0,03) pour dix litres d'eau – soit trois fois moins cher. Et les gens qui disposent d'eau courante ne versent à la Compagnie des eaux du Ghana que 0,01 cedis (£0,002) pour dix litres d'eau – soit environ 50 fois moins que ce que paie Doris[76].

La famille de Doris Oparebia vit dans un taudis d'Accra, au Ghana et paie 50 fois plus pour son eau qu'un ménage de classe moyenne doté d'eau courante.

Photo : WaterAid/Elio Stamm

4. Que pouvons-nous y faire ?

Les dirigeants mondiaux se sont engagés à donner accès à l'eau potable et l'assainissement partout et pour tous d'ici à 2030 – il s'agit du but 6 qui a été entériné en septembre 2015 par les 193 États membres de l'ONU comme l'un des 17 Objectifs de développement durable de portée mondiale[77].

Même sans cet accord historique, la combinaison de bienfaits sanitaires et économiques constitue un argument écrasant en faveur d'une action politique urgente. La mise en place d'une installation d'eau de base et de toilettes fonctionnelles et leur maintenance en état de marche pendant dix ans peuvent ne coûter que £70 par personne[78]. Et, pour chaque livre sterling investie dans l'eau et l'assainissement, une moyenne d'au moins £4 est restituée en productivité accrue, principalement sur la base d'une meilleure santé et de plus de temps pour travailler[79]. La vie de quelque 315.000 enfants pourrait être épargnée chaque année et beaucoup d'autres bénéficieraient de la nutrition dont ils ont besoin pour grandir et vivre des vies épanouies.

Maintenant que les Objectifs de développement durable de portée mondiale ont été approuvés, l'accès universel à l'eau potable étant une cible dédiée, nous avons besoin de voir plus de priorité politique accordée à l'accroissement et au ciblage de ressources sur ceux ayant un besoin particulièrement urgent. Cela signifie un financement accru par les bailleurs de fonds et les gouvernements des pays en développement, une tarification et des branchements abordables et un secteur dynamique bien réglementé pour créer des services d'eau fiables et accessibles qui peuvent être utilisés par tout un chacun[80].

Pour chaque **livre sterling** investie dans l'eau et l'assainissement...

une moyenne d'au moins **£4**[79] est restituée en productivité accrue, essentiellement fondée sur une meilleure santé et plus de temps pour travailler.

WaterAid plaide pour les mesures d'urgence suivantes afin de donner accès à l'eau potable partout et pour tous :

- **Les gouvernements doivent engendrer une hausse spectaculaire et à long terme du financement public et privé de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, en édifiant les systèmes nationaux robustes requis pour arriver à un accès universel à des services durables.**
- **Les gouvernements des bailleurs de fonds doivent cibler une aide cruciale sur les pays et les communautés qui en ont le plus besoin et l'aligner sur les systèmes et les plans nationaux.**
- **Les gouvernements et les bailleurs de fonds doivent donner la priorité à l'accès des populations pauvres et marginalisées en apportant des améliorations aux services et ils doivent veiller à ce qu'ils soient abordables pour tous.**
- **Les secteurs public et privé ont besoin de collaborer de manière plus efficace pour atteindre un accès universel à l'eau, l'assainissement et l'hygiène sur le lieu de travail, dans les communautés et tout le long des chaînes d'approvisionnement. L'initiative émergente de l'UNICEF, WASH4Work, est une occasion importante pour regrouper les entreprises, les pouvoirs publics et les agences multilatérales pour atteindre cet objectif[81].**
- **Les gouvernements doivent adopter une approche intégrée, en veillant à ce que l'amélioration de l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène soit présent dans les plans, les politiques générales et les programmes sur la santé, la nutrition, l'éducation, l'égalité des sexes et l'emploi.**
- **Les pouvoirs publics doivent veiller à ce que les promesses faites lors du Sommet de Paris sur le climat en 2015 soient effectivement tenues. Les flux financiers pour l'adaptation au climat doivent être accrus et les circuits par le biais desquels ils circuleront doivent être clarifiés, de façon à ce que les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables soient capables de s'adapter aux impacts du changement climatique. La hausse de la sécurité en eau de ces communautés doit être considérée comme un mécanisme d'adaptation et il faut qu'elle soit prioritaire dans les plans d'adaptation.**

Annexe :
État de l'eau dans le monde : pourcentage de la population qui vit sans accès à l'eau potable, du plus faible au plus élevé, 2016[82]

Pays	% de la population sans accès
Allemagne	0
Andorre	0
Arménie	0
Australie	0
Autriche	0
Bahreïn	0
Belgique	0
Bhoutan	0
Chypre	0
Danemark	0
Espagne	0
Finlande	0
France	0
Géorgie	0
Grèce	0
Groenland	0
Hongrie	0
Îles Vierges des États-Unis	0
Islande	0
Israël	0
Italie	0
Japon	0
Luxembourg	0
Malte	0
Martinique	0
Monaco	0
Norvège	0
Nouvelle-Zélande	0
Pays-Bas	0
Polynésie française	0
Portugal	0
Qatar	0
République tchèque	0
Roumanie	0

Pays	% de la population sans accès
Royaume-Uni	0
Samoa américaines	0
Singapour	0
Slovaquie	0
Suède	0
Suisse	0
Tokelau	0
Turquie	0
Îles Cook	0,1
Bosnie-Herzégovine	0,1
Maurice	0,1
Canada	0,2
Barbade	0,3
Bélarus	0,3
Uruguay	0,3
Monténégro	0,3
République populaire démocratique de Corée	0,3
Estonie	0,4
Émirats arabes unis	0,4
Croatie	0,4
Tonga	0,4
Guam	0,5
Slovénie	0,5
Belize	0,5
Bulgarie	0,6
Égypte	0,6
ARY de Macédoine	0,6
Guadeloupe	0,7
Lettonie	0,7
États-Unis d'Amérique	0,8
Serbie	0,8
Réunion	0,9
Argentine	0,9

Pays	% de la population sans accès
Koweït	1,0
Chili	1,0
Montserrat	1,0
Samoa	1,0
Liban	1,0
Maldives	1,4
Nioué	1,5
Nouvelle-Calédonie	1,5
Bahamas	1,6
Pologne	1,7
Saint-Kitts-et-Nevis	1,7
Guyana	1,7
Malaisie	1,8
Brésil	1,9
Aruba	1,9
Paraguay	2,0
Irlande	2,1
Antigua-et-Barbuda	2,1
Thaïlande	2,2
Costa Rica	2,2
Tunisie	2,3
Tuvalu	2,3
Vietnam	2,4
Îles Mariannes du Nord	2,5
Îles Caïmans	2,6
Sao Tomé-et-Principe	2,9
Arabie saoudite	3,0
Fédération de Russie	3,1
Jordanie	3,1
Grenade	3,4
Lituanie	3,4
Nauru	3,5
Sainte-Lucie	3,7
Botswana	3,8
Ukraine	3,8
Iran	3,8
Mexique	3,9
Seychelles	4,3
Fidji	4,3
Sri Lanka	4,4

Pays	% de la population sans accès
Chine	4,5
Trinité-et-Tobago	4,9
Albanie	4,9
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	4,9
Cuba	5,1
Suriname	5,2
Panama	5,3
Îles Marshall	5,4
Anguilla	5,4
Vanuatu	5,5
Inde	5,9
El Salvador	6,2
Jamaïque	6,2
Oman	6,6
Gabon	6,8
Afrique du Sud	6,8
Venezuela	6,9
Kazakhstan	7,1
Guatemala	7,2
Philippines	8,2
Cap-Vert	8,3
Népal	8,4
Pakistan	8,6
Colombie	8,6
Honduras	8,8
Namibie	9,0
Gambie	9,8
Malawi	9,8
République arabe syrienne	9,9
Comores	9,9
Bolivie	10,0
Djibouti	10,0
Kirghizistan	10,0
Micronésie	11,0
Ghana	11,3
Moldova	11,6
Indonésie	12,6
Azerbaïdjan	13,0
Nicaragua	13,0
Équateur	13,1

Pays	% de la population sans accès
Bangladesh	13,1
Pérou	13,3
Irak	13,4
Maroc	14,6
République dominicaine	15,3
Algérie	16,4
Burkina Faso	17,7
Côte d'Ivoire	18,1
Lesotho	18,2
Îles Salomon	19,2
Myanmar	19,4
Guinée-Bissau	20,7
Ouganda	21,0
Sénégal	21,5
Bénin	22,1
Mali	23,0
Zimbabwe	23,1
Guinée	23,2
Congo	23,5
Rwanda	23,9
Burundi	24,1
République démocratique populaire lao	24,3
Cameroun	24,4
Libéria	24,4
Cambodge	24,5
Swaziland	25,9
Tadjikistan	26,2
Timor oriental	28,1
Nigéria	31,5
République centrafricaine	31,5
Kiribati	33,1
Zambie	34,6
Mongolie	35,6
Kenya	36,8
Togo	36,9
Sierra Leone	37,4
Soudan du Sud	41,3
Palestine	41,6
Niger	41,8

Pays	% de la population sans accès
Mauritanie	42,1
Érythrée	42,2
Haïti	42,3
Éthiopie	42,7
Tanzanie	44,4
Afghanistan	44,7
République démocratique du Congo	47,6
Madagascar	48,5
Mozambique	48,9
Tchad	49,2
Angola	51,0
Guinée équatoriale	52,1
Papouasie-Nouvelle-Guinée	60,0
Antilles néerlandaises	Pas de données
Bermudes	Pas de données
Brunei Darussalam	Pas de données
Chine, RAS de Hong Kong	Pas de données
Chine, RAS de Macao	Pas de données
Dominique	Pas de données
Guyane	Pas de données
Île de Man	Pas de données
Îles Anglo-Normandes	Pas de données
Îles Féroé	Pas de données
Îles Malouines	Pas de données
Îles Turques-et-Caïques	Pas de données
Îles Vierges britanniques	Pas de données
Libye	Pas de données
Liechtenstein	Pas de données
Mayotte	Pas de données
Ouzbékistan	Pas de données
Palau	Pas de données
Puerto Rico	Pas de données
République de Corée	Pas de données
Sahara occidental	Pas de données
Saint-Marin	Pas de données
Somalie	Pas de données
Soudan	Pas de données
Turkménistan	Pas de données
Yémen	Pas de données

Références

1 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

2 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

3 UNICEF (2015). Il s'agit des décès d'enfants après la période néonatale : www.unicef.org/publications/files/APR_2015_9_Sep_15.pdf

4 Nations Unies (2015), *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement* : www.righttowater.info/wp-content/uploads/2015_SR_WatSan_Affordability_HRC_30.pdf

5 www.globalgoals.org

6 WASHwatch: www.washwatch.org

7 Définitions de l'Organisation mondiale de la Santé/UNICEF : www.wssinfo.org/definitions-methods/watsan-ladder

8 Organisation mondiale de la Santé (2003) : www.who.int/water_sanitation_health/diseases/en/WSH03.02.pdf

9 WaterAid (2016).

10 Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée : le salaire minimum officiel est de K2,35 l'heure – soit environ K100 par semaine.

11 WaterAid (2016).

12 Bureau du maire de Belavabary, Madagascar (2015).

13 WaterAid (2015).

14 WaterAid (2015).

15 WaterAid (2016).

16 WaterAid (2016).

17 Sur la base des frais facturés par la compagnie des eaux Severn Trent Water (2016). Les prix varient d'une région à l'autre du Royaume-Uni.

18 Sept heures au salaire minimum en vigueur au Royaume-Uni de £6,70 = £46,90 brut.

19 Organisation mondiale de la santé/UNICEF (2015). Il s'agit des décès d'enfants après la période néonatale : www.unicef.org/publications/files/APR_2015_9_Sep_15.pdf

20 Organisation mondiale de la Santé (2008) *Safer water, better health: Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health*: http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241596435_eng.pdf

21 Organisation mondiale de la Santé/UNICEF (2012) *Progrès en matière d'assainissement et d'alimentation en eau : Rapport 2012 :* www.wssinfo.org/fileadmin/user_upload/resources/JMP-report-2012-en.pdf

22 Overseas Development Institute (2015) *Private sector and water supply, sanitation and hygiene*: www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9930.pdf

23 Organisation pour la coopération et le développement économiques – Base de données du Système de notification des pays créanciers (2016). Au cours des dix dernières années, la part de l'aide publique au développement (APD) consacrée à l'eau et à l'assainissement a légèrement augmenté, passant de 3,4 % du total de l'APD en 2005 à 4,4 % en 2014.

24 WaterAid (2015) *L'accès universel d'ici 2030 : Y aura-t-il assez d'eau ? :* www.wateraid.org/what-we-do/our-approach/research-and-publications/view-publication?id=f0b57497-8bf8-47c7-90a4-e3a01f20c0fe

25 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

26 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

27 WASHwatch: www.washwatch.org

28 WASHwatch: www.washwatch.org

29 WaterAid (2016).

30 Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée : le salaire minimum officiel est de K2,35 l'heure – soit environ K100 par semaine.

31 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

32 ONU-Habitat (2013) : www.fukuoka.unhabitat.org/programmes/ccci/pdf/Port_Moresby_Papua_New_Guinea_Climate_Change_Vurnerability_Assessment_2014.pdf

33 Toutes les informations de cette étude de cas sont tirées de WaterAid (2016).

34 WASHwatch: www.washwatch.org

35 WASHwatch: www.washwatch.org

36 WaterAid (2016).

37 La Banque mondiale (2014) : http://data.worldbank.org/indicator/SI.SPR.PC40. £3 par jour.

38 Central Ground Water Board, Ministère des Ressources en eau, du Développement fluvial et du Rajeunissement du Gange, Gouvernement de l'Inde (2014) : www.cgwb.gov.in/documents/Dynamic-GW-Resources-2011.pdf

39 Central Ground Water Board, Ministère des Ressources en eau, du Développement fluvial et du Rajeunissement du Gange, Gouvernement de l'Inde (2013) : www.cgwb.gov.in/Ground-Water/GROUND%20WATER%20LEVEL%20SCENARIO_PreMon_2013.pdf

40 WASHwatch: www.washwatch.org

41 WASHwatch: www.washwatch.org

42 WaterAid (2016).

43 WaterAid (2016). £0,71 pour un épicier de rue.

44 Toutes les informations de cette étude de cas sont tirées de WaterAid (2016).

45 WASHwatch: www.washwatch.org

46 WASHwatch: www.washwatch.org

47 WaterAid (2016).

48 Bureau du maire de Belavabary, Madagascar (2015). £1,10 pour un ouvrier.

49 WaterAid (2016).

50 WASHwatch: www.washwatch.org

51 WASHwatch: www.washwatch.org

52 WaterAid (2016).

53 *Addis Fortune* (2014): http://addisfortune.net/articles/government-announces-scale-of-civil-servant-salary-increment. £0,65 pour un petit fonctionnaire.

54 Toutes les informations de cette étude de cas sont tirées de WaterAid (2016).

55 Il existe des données sur l'accès à l'eau pour 199 pays : www.wssinfo.org

56 WASHwatch: www.washwatch.org

57 WASHwatch: www.washwatch.org

58 WaterAid (2016).

59 WaterAid (2016).

60 Toutes les informations de cette étude de cas sont tirées de WaterAid (2016).

61 UNICEF (2012): www.unicef.org/media/media_61922.html

62 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

63 WASHwatch: www.washwatch.org

64 WASHwatch: www.washwatch.org

65 WaterAid (2016).

66 La Banque mondiale (2014) : www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/02/20/poverty-has-fallen-yet-many-cambodians-are-still-at-risk-of-slipping-back-into-poverty. £1,62.

67 Gouvernement du Cambodge, Ministère du Développement rural (2015).

68 WASHwatch: www.washwatch.org

69 WASHwatch: www.washwatch.org

70 WaterAid (2016).

71 L'Enquête Intégrale sur les Conditions de Vie des Ménages (EICVM – Burkina Faso) (2009). £0,88 par jour.

72 WASHwatch: www.washwatch.org

73 WASHwatch: www.washwatch.org

74 WaterAid (2015).

75 WaterAid (2015).

76 Toutes les informations de cette étude de cas sont tirées de WaterAid (2015).

77 www.globalgoals.org

78 WASHCost and WaterAid (2014).

79 Hutton (2012) *Global costs and benefits of drinking-water supply and sanitation interventions to reach the MDG target and universal coverage*, Organisation mondiale de la Santé : www.who.int/water_sanitation_health/publications/2012/globalcosts.pdf

80 WaterAid (2015) *Financing universal access to water, sanitation and hygiene by 2030*: www.wateraid.org/what-we-do/our-approach/research-and-publications/view-publication?id=52b40e9b-d6af-4633-9f03-619962860e8b

81 WASH4Work est une proposition de mouvement de tutelle qui regrouperait les entreprises, les pouvoirs publics et les agences multilatérales dans le but de garantir que tous les employés aient accès à des services EAH sur leur lieu de travail : www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9930.pdf

82 Programme commun Organisation mondiale de la Santé/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (2015) : www.wssinfo.org

Adama Kabore vit dans la banlieue de Ouagadougou, au Burkina Faso. Il n'a pas d'approvisionnement en eau potable chez lui, donc il doit en acheter à des bornes-fontaines proches. « Depuis hier, je n'ai plus d'eau dans la maison. Hier, un ami m'en a donné un peu pour que je puisse boire et me laver. Depuis ce matin, il y a une coupure d'eau aux bornes-fontaines publiques. Comment pouvons-nous vivre de la sorte, toujours obligés de quémander de l'eau ? L'eau est une nécessité absolue. »

Photo : WaterAid/Basile Ouedraogo

WaterAid

Rédigé par Tom Burgess avec l'aide de
Carolynne Wheeler, Tim Brewer, Dan Jones, James Wicken,
Helder Samo Gudo, Behailu Shiferaw, Basile Ouedraogo, Pragya Gupta,
Nitya Jacob, Chileshe Chanda, WaterAid Madagascar,
WaterAid Papouasie-Nouvelle-Guinée, Elisa Dehove, Miriam Denis Le Sève,
Fleur Anderson, Fiona Callister et Tamsin Maunder.

Mars 2016
www.wateraid.org
#StateofWater

Contacts de presse :

- Monde/Royaume-Uni : Fiona Callister, fionacallister@wateraid.org ;
  ou Carolynne Wheeler, carolynnewheeler@wateraid.org ;
  ou pressoffice@wateraid.org
- États-Unis : Alanna Imbach, alannaimbach@wateraid.org
- Canada : Graham Milner, gmilner@wateraidcanada.com
- Australie : Kirrily Johns, info@wateraid.org.au
- Suède : Magdalena Olsson, magdalena.olsson@wateraid.se ou
  Petter Gustafsson, petter.gustafsson@wateraid.se
- Inde : Pragya Gupta, pragyagupta@wateraid.org

WaterAid est une organisation caritative immatriculée :
En Australie : ABN 99 700 687 141.
Au Canada : 119288934 RR0001.
En Suède : Org.nr: 802426-1268, PG: 90 01 62-9, BG: 900-1629.
Au Royaume-Uni : 288701 (Angleterre et pays de Galles) et SC039479 (Écosse).
Aux États-Unis : WaterAid Amérique est une organisation à but non lucratif en vertu de l'article 501(c) (3).